

Convention collective nationale

IDCC : 7024 | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES ET CUMA**  
**(15 septembre 2020)**

**Accord du 28 octobre 2021**

relatif aux dispositions sur le travail à la tâche pour la viticulture  
(Charente et Charente-Maritime)

NOR : AGRS2297052M

IDCC : 7024

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA de la Charente ;**  
**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA de la Charente-Maritime ;**

**Fédération des CUMA des Charentes,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FGTA FO de la Charente ;**

**FGTA FO de la Charente-Maritime ;**

**CFTC-Agri de la Charente ;**

**CFTC-Agri de la Charente-Maritime ;**

**SNCEA CFE-CGC section régionale Poitou-Charentes,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les partenaires sociaux départementaux, à l'occasion de la mise en place de la convention collective nationale de la production agricole et des CUMA, ont souhaité conclure un accord spécifique sur le travail à la tâche en viticulture pour le bassin viticole des Charentes.

Pour la viticulture, les travaux dit « à la tâche » sont des modalités d'exécution des travaux qui nécessitent un accord spécifique.

Les dispositions du code rural, et des accords territoriaux applicables aux exploitations agricoles de la Charente et Charente-Maritime, s'appliquent au présent accord.

De fait, il abroge les articles suivants :

- article 33 et l'annexe viticulture de l'accord collectif des exploitants agricoles de Charente (ancienne convention collective IDCC 9161) ;

- article 19 et l'annexe viticulture de l'accord collectif des exploitants agricoles de Charente-Maritime (ancienne convention collective IDCC 9171).

## Article 1<sup>er</sup> | Définition et rémunération des façons

Le travail à la tâche, s'effectue en temps et en saison, selon l'horaire collectif en vigueur, sauf autre indication ou autorisation écrite de l'employeur. Le travail effectué le dimanche ou les jours fériés reste une prérogative de l'employeur et sera rémunéré comme tel.

La rémunération des façons est fixée en fonction du nombre de pieds effectués par le salarié, dans des conditions normales de réalisation des tâches. Un salarié ne peut percevoir un salaire horaire inférieur au Smic, ni en dessous du palier déterminé lorsqu'il est rémunéré à la tâche.

La base de calcul de la rémunération des façons culturales est ramenée au 1 000 pieds.

Les façons ne figurant pas dans les définitions ci-après ou non conformes à ces définitions seront rémunérées au temps réel passé.

Sur le contrat de travail, ou en annexe, pourra être précisé le nombre de pieds indicatifs à effectuer.

Il ne pourra être retenu des absences, hors arrêt maladie, sur le salaire. Seule la non-réalisation des tâches pourra donner lieu à une retenue proportionnelle à la quantité de pieds non réalisée au taux de la tâche concernée.

En cas d'arrêt maladie prolongée du salarié rémunéré à la tâche, l'employeur pourra faire assurer l'exécution en temps et en saison du travail.

Le travail à la tâche doit s'effectuer dans le respect de la santé et de la sécurité du salarié. Le salarié s'engage à porter les équipements de protection individuelle mis à sa disposition par l'employeur.

Il est strictement interdit au salarié de faire travailler, dans les parcelles de vignes données à la tâche, des personnes non titulaires d'un contrat de travail et non déclarées par l'exploitation, y compris les membres de sa famille. Tout manquement de la part du salarié pourra être constitutif d'une faute lourde entraînant la rupture du contrat.

## Article 2 | Classification des emplois selon les façons culturales

Le chapitre 4 de la convention collective nationale de la production agricole et des CUMA du 15 septembre 2020 détermine la classification des emplois selon cinq critères classants : technicité, autonomie, responsabilité, management et relationnel. La valorisation de ces critères détermine le coefficient puis son positionnement parmi les 12 paliers, chacun d'entre eux correspondant à une rémunération minimale.

Taille : palier 3 (22 points).

Taille et tirage des bois : palier 3 (22 points).

Tirage des bois : palier 1 (9 points).

Attachage de vignes 2 lattes : palier 2 (15 points).

## Article 3 | Définition du temps passé aux 1 000 pieds

Nature des travaux	Heures / 1 000 pieds
Taille – palier 3	
Avec pré-taille	9
Sans pré-taille	10,5

Nature des travaux	Heures / 1 000 pieds
Cordons palissés (pré-taillé)	11
Cordons hauts (pré-taillé)	12,5
<b>Taille et tirage des bois – palier 3</b>	
Avec pré-taille et andain mécanique	15
Sans pré-taille et andain mécanique	17
<b>Tirage des bois – palier 1</b>	
Avec pré-taille	7
Avec pré-taille et andainage manuel	8,5
Sans pré-taille et andainage manuel	10
<b>Attachage vignes 2 lattes – palier 2</b>	
Avec assistance mécanique	4,5

#### **Article 4 | Date d'application**

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2021.

#### **Article 5 | Durée de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Il peut faire l'objet d'une révision ou dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins trois mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée d'une part aux autres parties signataires, d'autre part auprès de la DREETS Nouvelle-Aquitaine.

#### **Article 6 | Dépôt et extension**

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales auprès de la DDETS de la Charente et de la DDETS de la Charente-Maritime et la demande d'extension est déposée auprès de la DREETS Nouvelle-Aquitaine.

*Fait à Saintes, le 28 octobre 2021.*

(Suivent les signatures)